



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE
NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

dinsdag

mardi

03-07-2001

03-07-2001

14:00 uur

14:00 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van de heer Richard Fournaux aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de wet tot beteugeling van bepaalde vormen van bedrog met de kilometerstand van voertuigen" (nr. 4984)

Sprekers: **Richard Fournaux, Charles Picqué**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid

Vraag van mevrouw Trees Pieters aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de horecasector" (nr. 5063)

Sprekers: **Trees Pieters, Charles Picqué**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid

Vraag van de heer Tony Van Parys aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad voor de Mededinging" (nr. 5083)

Sprekers: **Tony Van Parys, Charles Picqué**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid

SOMMAIRE

Question de M. Richard Fournaux au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la loi réprimant les fraudes aux compteurs kilométriques" (n° 4984)

Orateurs: **Richard Fournaux, Charles Picqué**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes

Question de Mme Trees Pieters au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "le secteur horeca" (n° 5063)

Orateurs: **Trees Pieters, Charles Picqué**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes

Question de M. Tony Van Parys au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la nomination du président et du vice-président du Conseil de la concurrence" (n° 5083)

Orateurs: **Tony Van Parys, Charles Picqué**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 03 JULI 2001

14:00 uur

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 03 JUILLET 2001

14:00 heures

De vergadering wordt geopend om 14.17 uur door de heer Jos Ansoms, voorzitter.

La séance est ouverte à 14.17 heures par M. Jos Ansoms, président.

01 Question de M. Richard Fournaux au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la loi réprimant les fraudes aux compteurs kilométriques" (n° 4984)

01 Vraag van de heer Richard Fournaux aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de wet tot beteugeling van bepaalde vormen van bedrog met de kilometerstand van voertuigen" (nr. 4984)

01.01 Richard Fournaux (PSC): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, en 1999, à la veille des élections législatives, la Chambre a voté une loi dont je fus l'auteur avec quelques autres collègues. Elle visait à réprimer les fraudes aux compteurs kilométriques.

Cette loi n'a pas été amendée par le Sénat et a été relevée de caducité juste après les élections. Elle a donc été promulguée au Moniteur belge.

Monsieur le ministre, je vous ai déjà interpellé au cours de cette législature au sein même de cette commission sur la mise en application de cette loi. En effet, depuis sa parution au Moniteur, aucun

arrêté de mise en application n'a été pris.

En réponse aux dernières questions, vous aviez justifié la non-parution d'arrêtés royaux par la difficulté que vous éprouviez de rendre applicable la loi votée

Pour rappel, cette loi visait à assainir le marché des véhicules d'occasion en garantissant aux acheteurs potentiels l'assurance de bénéficier de toutes les informations concernant le véhicule – à l'époque, on a parlé de "carte d'identité du véhicule" –, et plus particulièrement celles relatives au compteur kilométrique. Mais la loi ne concernait pas uniquement le relevé du compteur kilométrique. En effet, via un système d'identification et de traçabilité de chaque véhicule, elle visait aussi à permettre un meilleur contrôle du trafic des véhicules en repérant plus facilement les véhicules volés ou ayant subi des modifications sans enregistrement préalable.

Cette démarche se situe bien sûr au niveau européen, voire à un niveau plus large, mais elle pourrait aussi être appliquée chez nous.

Outre le fait que cette loi permet d'assainir le marché, elle peut rétablir un climat de confiance entre les acquéreurs et les vendeurs du véhicule puisqu'elle vise à mieux contrôler le marché de l'automobile.

Monsieur le ministre, dans un premier temps, je souhaiterais savoir où en sont vos travaux quant à la mise en application de la loi. Peut-on espérer la publication prochaine de l'arrêté d'application de cette loi?

Outre cet élément d'ordre général, j'ai lu quelques articles de presse selon lesquels votre administration débattrait de la mise en application de cette loi. Certains interlocuteurs seraient en mesure d'aider l'Etat à la concrétiser mais il semblerait que des tensions existent entre des responsables de l'administration et certaines sociétés privées qui souhaiteraient intervenir dans ce dossier pour réaliser des affaires juteuses.

Pourriez-vous m'informer, monsieur le ministre, sur les travaux que vous menez au sein de votre cabinet? Quels interlocuteurs avez-vous déjà contactés? Les informations diffusées dans la presse concernant des tensions entre certains interlocuteurs sont-elles exactes?

Pensez-vous proposer la mise en application immédiate de la loi dans son intégralité en créant un centre d'identification des véhicules? Entretenez-vous des contacts privilégiés avec l'une ou l'autre association ou entreprise privée pour installer ce centre d'identification?

Je dois vous avouer, comme je vous l'ai indiqué dans ma lettre, avoir eu des contacts récents avec des personnes qui se targuent de pouvoir mettre en place ce centre d'identification ou en tout cas de pouvoir contribuer à la mise en application de la loi. En quelque sorte donc, ils contestent la réponse que vous m'aviez donnée en commission selon laquelle il était difficile de mettre la loi en application.

Je ne sais pas si, ici, on peut citer des noms mais je me risque à le faire. J'ai donc rencontré un certain M. Wilquin qui, à l'aide d'une ASBL reconnue officiellement, me dit qu'il a mis en place un système qui permet non seulement un encodage systématique mais organise la traçabilité du compteur kilométrique de chacun des véhicules. Sa proposition va plus loin grâce à un système permettant la traçabilité totale de tous les véhicules immatriculés sur le territoire belge, ce qui représente plus de 4 millions d'immatriculations. J'ai pu vérifier moi-même sur place que, manifestement, si je peux me permettre l'expression, sa proposition tient la route.

Ne pourrait-on pas imaginer de vérifier, directement avec vous, s'il y a moyen ou non de

permettre une mise en application de la loi par une démonstration quasiment officielle qui pourrait avoir lieu dans votre cabinet, où les personnes qui se targuent de pouvoir faire une proposition constructive pourraient la présenter? C'est en ce sens que je me permets de réintervenir aujourd'hui.

01.02 Charles Picqué, ministre: Monsieur le président, je crois qu'on peut se féliciter de l'avancée que constitue cette loi. Mais force est de constater qu'il y a quand même un certain nombre de problèmes que vous n'ignorez pas. L'article 42, tel qu'il est rédigé, pose des problèmes d'interprétation et d'application pratiques. Il pourrait même avoir pour effet d'aboutir à une situation qui est opposée à celle que nous avons recherchée qui est de dissuader les fraudeurs potentiels.

Pour exemple, à l'article 4, alinéa 2, il n'y a pas de définition de ce qu'il y a lieu d'entendre par "carnet d'entretien", ni par "entretien". Cette notion d'entretien comprend-elle par exemple les réparations, les remplacements de pièces et organes du véhicule? Il y a donc là risque d'une certaine insécurité juridique que l'on doit absolument essayer de supprimer. La principale difficulté réside dans le fait que l'automobiliste peut avoir égaré le carnet qui a été remis au premier propriétaire du véhicule par le représentant de la marque. C'est assez fréquent pour les voitures qui ont été achetées d'occasion, alors que le nouveau propriétaire n'a pas reçu et ne peut donc pas produire de carnet.

Il se pose un problème qui est presque insoluble pour tous les véhicules en circulation au 16 mai 2000. Les chiffres sont assez intéressants. Le nombre de véhicules immatriculés à cette date étant de plus de 4.500.000, dont plus de 600.000 sont revendus annuellement à l'état d'occasion, cela rend difficile le respect des obligations mises à charge tant par les propriétaires de véhicules que par les professionnels de l'automobile. Il y a lieu de souligner que les infractions à ces obligations sont punies, conformément à l'article 7 de la loi, de peines d'amendes, même de peines d'emprisonnement lorsque l'infraction n'est pas la conséquence d'une simple négligence mais a été commise dans une intention frauduleuse. Il existe donc, par conséquent, un risque non négligeable d'incertitude juridique, particulièrement malheureux dans ce cas-ci, puisque c'est une législation à caractère pénal. J'ai décidé, en accord avec Mme Durant, de déposer un projet de loi qui modifie la loi sur les fraudes au compteur.

Nous avons consulté les fédérations professionnelles sur les modifications programmées.

Pour dissuader véritablement les fraudeurs potentiels, il sera proposé que tous les professionnels de l'automobile soient obligés d'indiquer le kilométrage atteint par le véhicule sur chaque facture ou document établi à l'occasion de n'importe quelle intervention sur celui-ci - entretien, réparation mécanique, placement d'un accessoire, devis de réparation, devis d'expertise... Pareille obligation existe déjà pour la mention du numéro de plaque du véhicule concerné.

Partant, étant donné que la plupart des firmes automobiles établissent leurs factures par la voie informatique, il ne leur sera pas difficile de communiquer à tout tiers qui en ferait la demande le dernier kilométrage atteint par un véhicule sur lequel elles sont intervenues.

En outre, le kilométrage devra également être mentionné sur le carnet d'entretien - comme l'actuel article 4 le prévoit déjà. Ainsi, si le carnet d'entretien existe, devra-t-il être transmis à l'acheteur.

Partant, un véhicule muni d'un carnet d'entretien - surtout s'il s'agit du carnet d'origine remis au premier propriétaire par le représentant de la marque qui a livré le véhicule à l'état neuf - aura sur le marché davantage de valeur qu'un véhicule non muni dudit carnet ou muni d'un carnet de remplacement. Il y a là un avantage commercial indéniable. Personnellement, je préférerais acheter un véhicule muni dudit carnet. Bref, cette mesure devrait inciter les automobilistes à conserver leur carnet et à veiller à le faire compléter lors des entretiens et des réparations de leurs véhicules.

Ce projet vise donc à élargir les moyens de preuve mis à la disposition d'un acheteur qui douterait du kilométrage de son véhicule, tout en luttant davantage encore contre les fraudeurs potentiels.

Par ailleurs, le centre d'identification est l'association chargée d'enregistrer les kilométrages figurant aux compteurs. A ce sujet, je vous renvoie à la loi qui précise que le Roi agréé cette association aux conditions qu'il détermine. Les personnes qui le souhaitent pourront ainsi solliciter l'agrément.

Enfin, je souhaiterais présenter le texte de ce

projet au conseil des ministres dans les semaines à venir - autant que possible avant les vacances. Je pense que ce projet nous apportera une avancée législative considérable. Nonobstant, un certain nombre d'éléments pratiques ne pourront pas être négligés lors de son application.

01.03 Richard Fournaux (PSC): Monsieur le président, monsieur le ministre, je suis heureux d'apprendre que les choses avancent. Permettez-moi néanmoins d'ajouter deux éléments.

Tout d'abord, le nombre actuel de véhicules sur le marché est évidemment considérable. Néanmoins, relativement à la question de «l'assurabilité» ou du défaut d'assurance de certaines personnes, un croisement de fichiers est déjà réalisé entre la DIV et les compagnies d'assurances - ce qui permet de repérer les éventuels détenteurs d'une plaque minéralogique sans contrat d'assurance. Ainsi, les fichiers d'identification des plaques et des véhicules existent-ils et peuvent-ils être assez facilement croisés - tout en respectant les lois sur la protection de la vie privée.

En outre, le système que je connais permet non seulement de commencer une identification à partir de tout nouveau véhicule qui aurait à se faire immatriculer à partir de maintenant, mais également de regrouper en un seul fichier d'identification tous les véhicules existants, même si leur nombre est important.

Monsieur le ministre, avez-vous déjà une idée de la manière avec laquelle vous allez faire financer ce centre d'identification? Est-ce l'Etat qui, dans le but d'assainir le marché le financera à 100% ou comptez-vous vous orienter vers un système de cotisations prélevées dans le chef des personnes du secteur ou d'une augmentation de la taxe d'immatriculation, qui permettrait de couvrir ces frais, ou vers tout autre moyen de financement? En corollaire, avez-vous une idée du coût de ce centre d'identification?

01.04 Charles Picqué, ministre: Monsieur le président, la méthode proposée tout à l'heure consistant à mentionner le kilométrage à chaque instant de la vie d'un véhicule me paraît une mesure à mettre facilement en place et constituant en tout cas une garantie sérieuse.

Bien entendu, on peut croiser les informations, notamment en provenance des assureurs, mais vous avouerez que la simplicité serait de pouvoir lire l'histoire d'un véhicule, via l'ensemble des facturations qui le concernent. C'est selon moi une

méthode très simple.

En ce qui concerne le financement, ma première tâche consistera à obtenir l'évaluation des coûts de fonctionnement d'un tel organe. Aussi est-il prématuré de s'exprimer. Mais, je n'écarte évidemment pas l'idée de solliciter d'autres contributions que celle que l'Etat devrait consentir pour le fonctionnement du centre d'identification. Sous quelles formes? Il serait prématuré de digresser sur ce point, mais je n'écarte pas l'idée d'un cofinancement du centre d'identification. Tout cela sera fonction des projections budgétaires de fonctionnement qui nous seront remises.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Trees Pieters aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de horecasector" (nr. 5063)

02 Question de Mme Trees Pieters au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "le secteur horeca" (n° 5063)

02.01 Trees Pieters (CVP): Mijnheer de voorzitter, dit jaar werd de Europese regelgeving inzake de exclusieve afnameverplichting in de horeca gewijzigd. Het verbod op exclusieve afnameverplichting blijft bestaan, maar de uitzonderingen worden afhankelijk gemaakt van het marktaandeel van de leverancier. Bij een marktaandeel van minder dan 10% is de uitzondering totaal en geldt dus geen verbod. Voortaan slaat de uitzondering niet alleen op bieren en frisdranken, maar ook op alle andere producten. De vrees bestaat dat voortaan allerlei afspraken gemaakt zullen worden met bijvoorbeeld handelaars in automatische ontspanningstoestellen en dat de cafés in handen komen van de bazen van het gokgeld.

Mijnheer de minister, er is voorgesteld dat de Belgische regelgeving strenger zou worden gemaakt dan de Europese terzake. De federatie van de horeca in Vlaanderen heeft bij de Raad voor de Mededinging reeds een dossier ingediend.

Wij vrezen dat de ernst van het probleem voor de sector wordt onderschat. Daarom vernemen wij graag van u de stand van zaken van het dossier bij de Raad voor de Mededinging.

02.02 Minister Charles Picqué: Mijnheer de voorzitter, ondernemingen met een marktaandeel van meer dan 30% vallen niet onder de nieuwe

vrijstelling. Zij moeten, zoals voorheen, een individuele vrijstelling aanvragen voor eventuele verticale beperkingen in het contract. In België valt trouwens slechts één onderneming in de biersector onder dit regime. Ondernemingen die minder dan 30% van het marktaandeel bezitten, komen in aanmerking voor de nieuwe vrijstellingen.

Voor de ondernemingen die een nog kleiner aandeel bezitten, bestaat er nog enige onzekerheid. Daarom plant de Europese Commissie de publicatie van een nieuwe minimis-bekendmaking. Daartoe is reeds een ontwerp opgemaakt, alsook een mededeling over de beïnvloeding van de handel tussen staten, waarvan de inhoud ons echter nog niet bekend is.

Bij een betwisting of een klacht moet eerst worden nagekeken of er beïnvloeding is van de handel tussen de staten. Indien dat zo is, valt het dossier onder de uitsluitende bevoegdheid van de Europese Commissie. Daarbij zal voort rekening worden gehouden met de – nog niet officiële – minimis-bekendmaking, waarin sprake is van een marktaandeeldrempel van 15% voor de verticale beperkingen. Onder die drempel geldt een vrijstelling wegens de geringe betekenis ervan en wordt de zaak niet behandeld. Enkel in gevallen waar geen sprake is van een beïnvloeding van de handel tussen de staten, kunnen de nationale mededingingautoriteiten ingrijpen.

Op het ogenblik is er geen formeel dossier aanhangig bij de Raad voor de Mededinging. Mijn diensten hebben naar aanleiding van de nieuwe Europese regelgeving alvast contact genomen met alle betrokkenen. Maar aangezien er nog steeds enige onzekerheid bestaat, hebben zij geen andere keuze dan te wachten met voorstellen van een eigen beleid inzake brouwerijcontracten, die onder de bevoegdheid van de nationale autoriteiten zullen vallen.

Daarin kan ook rekening worden gehouden met de bestaande problemen, meer bepaald op het vlak van de financieringsmogelijkheden als gevolg van onder andere de openingstaks op drankgelegenheden. Ik ben van oordeel dat wij het advies van de Raad voor de Mededinging moeten afwachten, alsook de bekendmaking van de maatregelen terzake door de Europese Commissie.

02.03 Trees Pieters (CVP): Mijnheer de minister, het dossier blijft dus liggen tot de bekendmaking van de Europese teksten terzake. Hebt u enig zicht op een datum?

02.04 Minister **Charles Picqué**: Ik vermoed dat we de bekendmaking eind september, begin oktober mogen verwachten.

02.05 **Trees Pieters** (CVP): Hoe zullen we weten dat de Europese Commissie een tekst heeft bekendgemaakt? In ieder geval zal ik mijn vraag in september of oktober herindienen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 **Vraag van de heer Tony Van Parys aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad voor de Mededinging" (nr. 5083)**

03 **Question de M. Tony Van Parys au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la nomination du président et du vice-président du Conseil de la concurrence" (n° 5083)**

03.01 **Tony Van Parys** (CVP): Mijnheer de minister, voorafgaandelijk bedank ik u dat u bereid bent om deze vraag te beantwoorden. Er was namelijk discussie over het al dan niet tijdig indienen van de vraag. Ondanks die discussie was u ertoe bereid de nodige inspanningen te doen. Ik vrees wel dat mijn dankbaarheid daar eindigt.

Er blijkt namelijk een probleem te zijn gerezen naar aanleiding van de benoeming van de voorzitter van de Raad voor de Mededinging. De benoeming van de voorzitter was een lange lijdensweg. Mevrouw Creyf, de heer Van Hoorebeke en ikzelf hebben daaromtrent vorige week reeds vragen gesteld.

Wat is nu het probleem? Er is zopas een nieuwe voorzitter benoemd, maar niet volgens de nieuwe in Ministerraad goedgekeurde procedure. Die bestond erin dat eerst een commissie bestaande uit magistraten en professoren zou worden geïnstalleerd die een kandidaat zou voordragen, waarna iemand zou worden benoemd.

Blijkbaar heeft de regering het unaniem goedgekeurd advies van voordracht van de commissie niet gevolgd. Erger nog, volgens mediaberichten zou de Ministerraad niet eens in kennis zijn gesteld van het advies van voordracht, tot grote ergernis van enkele van uw collega's die dat zouden hebben bestempeld als een professionele tekortkoming.

Daarom heb ik een aantal vragen voor u.

Ten eerste, waarom is de procedure niet gevolgd? Waarom is voorbijgegaan aan het unanieme advies van de commissie die uzelf had geïnstalleerd?

Ten tweede, klopt het dat het advies bij de beslissing omtrent de benoeming zelfs niet bij de Ministerraad ter tafel is gelegd?

Ten derde, wat zijn dan wel de criteria geweest waarop u zich hebt gebaseerd voor uw beslissing? Het lag namelijk voor de hand dat u op zijn minst rekening zou houden met het advies van de commissie die uzelf had geïnstalleerd om zo de beste kandidaat te kunnen benoemen.

03.02 Minister **Charles Picqué**: Mijnheer de voorzitter, vooreerst ben ik wat verbaasd over de bewering als zouden andere regeringsleden geërgerd zijn over de benoeming. Tijdens de Ministerraad heeft niemand een bezwaar tegen mijn voorstel uitgedrukt.

Dit gezegd zijnde, ik veronderstel dat het nutteloos is te herhalen hoe belangrijk het was die beslissing te nemen. De geloofwaardigheid van het land zou in het gedrang zijn gebracht als wij op dat vlak geen beslissing zouden hebben genomen, vooral in het vooruitzicht van het Europees voorzitterschap.

De voorzitter en de ondervoorzitter werden benoemd overeenkomstig de criteria bepaald in de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging. Ze worden met name aangesteld onder de magistraten van de rechterlijke orde en moeten de kennis van de Nederlandse en de Franse taal kunnen bewijzen. Dat laatste betekent, overeenkomstig het arrest van de Raad van State, dat zij houder zijn van het attest van taalkennis, zoals bedoeld in de wet op het taalgebruik in gerechtszaken.

De heer Zonnekeyn werd benoemd op grond van de criteria van artikel 17 van de wet, met name wegens zijn expertise inzake mededinging. Zoals de heer Van Parys in zijn vraag aanhaalt, heb ik een groep deskundigen ermee gelast de verschillende kandidaturen te evalueren. Die groep heeft een advies gegeven waarbij de intellectuele capaciteiten en de leiderskwaliteiten van de kandidaten beoordeeld werden.

Ik heb dat advies met veel aandacht geraadpleegd.

De keuze van de regering werd ingegeven door het feit dat mevrouw Ponet reeds het voorzitterschap ad interim van de Raad voor de Mededinging uitoefende, een functie die ze trouwens in zeer moeilijke omstandigheden moest vervullen. Bij die gelegenheid heeft die kandidate blijk gegeven van haar dynamisme en haar bekwaamheid om de raad voor te zitten. De beslissing valt hoe dan ook onder de discretionaire bevoegdheid van een minister. Voor mij heeft mevrouw Ponet het bewijs geleverd van haar bekwaamheid. Haar benoeming is voor mij absoluut gerechtvaardigd.

Het is evident dat ik rekening heb gehouden met het advies van de deskundigen, want daarin werden geen redenen opgesomd om de benoeming van mevrouw Ponet te verwerpen. Ik herhaal het: aangezien mevrouw Ponet in een moeilijke periode de functie ad interim heeft vervuld, lijkt het mij dan ook normaal haar te benoemen.

03.03 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de minister, op een belangrijke concrete vraag hebt u nog niet geantwoord, met name of het advies aan de Ministerraad werd bezorgd.

Twee elementen van de beslissing zijn problematisch. Het eerste is dat de kandidate voorgedragen door een commissie deskundigen speciaal geïnstalleerd om de kandidaturen te evalueren, niet wordt benoemd, hoewel zij haar als de beste beschouwde. Het tweede element is dat u die informatie volgens de media aan de Ministerraad zou hebben onthouden. Vandaar ook de reactie van sommige ministers-collega's. Dat alles doet vragen rijzen bij de beslissing.

Ik vergelijk even met de houding van de minister van Justitie inzake benoemingen. Het is klaarblijkelijk een gewoonte van de regering geworden om weliswaar aan te kondigen dat zij benoemingen zal objectiveren en daartoe allerhande instellingen op te richten die op basis van objectieve gegevens kandidaten moeten voordragen - voor de justitie is dat de Hoge Raad voor de Justitie; in dit dossier gaat het om een commissie van wijzen bestaande uit magistraten en professoren -, om de adviezen dan systematisch naast zich te leggen en personen blijkbaar om andere redenen te benoemen.

De voornoemde benoemingen staan haaks op wat de regering zo hoog in het vaandel draagt en ik begrijp niet dat u een commissie met belangrijke deskundigen samenstelt, om dan vervolgens haar

advies te negeren en te benoemen wie u wilt volgens uw discretionaire bevoegdheid. In theorie is dat inderdaad uw bevoegdheid, maar dan is het zeer de vraag waarom de regering instellingen zoals de Hoge Raad voor de Justitie en de commissie der wijzen installeert en bij hoog en bij laag beweert dat zij de benoemingen objectiveert. Daar is klaarblijkelijk geen sprake van.

De enige concrete vraag die ik nog heb, is de volgende. Klopt het dat u de Ministerraad niet eens op de hoogte hebt gebracht van het advies van de commissie?

03.04 Minister Charles Picqué: U weet dat ik niet verplicht was een groep deskundigen te raadplegen. Ik heb dat wel gedaan om over de nodige waarborgen te beschikken. Volgens mij kon ik door die manier van werken gerust zijn over de bekwaamheden van de kandidaten.

Er is over mijn voorstel van gedachten gewisseld tijdens een interkabinettenvergadering vóór de Ministerraad. Volgens de bekende werkwijze van de regering werd mijn voorstel een punt A. Ik ga ervan uit dat, wanneer er geen bezwaar is tijdens de interkabinettenvergadering om het voorstel als een punt A in de Ministerraad te behandelen, ik gerustgesteld mag zijn. Er werden geen opmerkingen bij mijn voorstel geformuleerd.

Wat het verslag van de deskundigen betreft, dat was ter beschikking van de leden van de regering. Het bevatte echter een reeks persoonlijke beoordelingen over de kandidaten. Zo kon u daarin een reeks beschouwingen over de gedragingen van de kandidaten tijdens het interview lezen. De deskundigen hebben uiteraard het recht daarover een advies te geven. De bekwaamheden van de kandidaten zijn evenwel van het grootste belang.

Ik meen dat het dossier geen problemen doet rijzen en ben dan ook verbaasd door het gerucht dat de ronde doet dat andere leden van de regering gekant zouden zijn tegen mijn voorstel.

03.05 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, de minister zegt dat zijn voorstel een A punt was voor de regering. Er was geen enkel bezwaar tegen zijn voorstel. Er was uiteraard geen bezwaar. Hoe zou er een bezwaar kunnen zijn, want de leden van de Ministerraad wisten niet dat er een andersluidend advies was en dat een andere kandidaat voordroeg? Wat dat betreft, is het vrij evident dat er geen bezwaar werd geuit. Mijnheer de minister, dit is precies de kritiek die wij, maar ook anderen, hebben geuit: u hebt het

andersluidende advies onthouden aan uw collega's. U hebt daardoor de indruk gewekt dat er geen enkel probleem is en dat uw kandidaat de meest bekwame is. Eigenlijk hebt u uw collega's in de Ministerraad gerold. Dat is de reden voor de frustraties die bij sommigen blijkbaar leven. Ik nodig u uit eens te informeren bij uw collega's of zij allemaal zo gelukkig zijn met de beslissing.

Het probleem is niet zozeer de persoon die werd benoemd als wel het feit dat u aan uw collega's het andersluidende standpunt van de commissie hebt onthouden. Dat druist fundamenteel in tegen de theoretische stelling van de regering dat nu alles gebeurt op basis van objectieve criteria en adviezen van professionele deskundigen.

03.06 Minister **Charles Picqué**: Mijnheer Van Parys, het advies van de verschillende deskundigen liet mij een belangrijke speelruimte en gaf mij diverse keuzemogelijkheden. Het verslag is inderdaad niet eenduidig. Er is een advies uitgebracht over de bekwaamheden van de kandidaten, die geen van allen werden uitgesloten, ook niet mevrouw Ponet. Uit het verslag kan blijken dat een persoon absoluut onbekwaam is en dat was in deze zaak niet het geval.

Ik voeg er nog het volgende aan toe. De regering – u bent vertrouwd met de werkwijze – had het recht om het A-punt in een B-punt om te vormen. De ministers die twijfels hadden over mijn voorstel, hadden het recht om de beslissing te laten wijzigen. Dat is niet het geval geweest.

03.07 **Tony Van Parys** (CVP): Mijnheer de minister, uw collega's moesten dan wel kennis hebben van de inhoud van het advies. Ze hadden misschien bezwaar aangetekend als ze hadden geweten wat er in het advies stond. Dat is precies het probleem.

03.08 Minister **Charles Picqué**: Mijnheer Van Parys, de medewerkers van de ministers waren op de hoogte gebracht tijdens de interkabinettenvergadering. Ik begrijp het probleem niet.

03.09 **Tony Van Parys** (CVP): Ik ook niet.

De **voorzitter**: Intussen hebben we nu allemaal kunnen vernemen hoe de regering werkt, namelijk met A- en B-punten.

03.10 Minister **Charles Picqué**: Mijnheer de voorzitter, nogmaals, ik ben ietwat verbaasd over de reactie van mijn collega's.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt
gesloten om 15.00 uur.
La réunion publique de commission est levée à
15.00 heures.*



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE
NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

dinsdag

mardi

03-07-2001

03-07-2001

14:03 uur

14:03 heures

INHOUD

Vraag van de heer Richard Fournaux aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid over "de wet tot beteugeling van bepaalde vormen van bedrog met de kilometerstand van voertuigen" (nr. 4984)

Sprekers: **Richard Fournaux, Charles Picqué**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid

Vraag van mevrouw Trees Pieters tot de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid over "de horecasector" (nr. 5063)

Sprekers: **Trees Pieters, Charles Picqué**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid

Vraag van de heer Tony Van Parys tot de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek belast met het Grootstedenbeleid over "de benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad voor Mededinging" (nr. 5083)

Sprekers: **Tony Van Parys, Charles Picqué**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid

SOMMAIRE

Question de M. Richard Fournaux au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes sur "la loi réprimant les fraudes aux compteurs kilométriques" (n° 4984)

Orateurs: **Richard Fournaux, Charles Picqué**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes

Question de Mme Trees Pieters au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes sur "le secteur horeca" (n° 5063)

Orateurs: **Trees Pieters, Charles Picqué**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes

Question de M. Tony Van Parys au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique chargé de la Politique des grandes villes sur "la nomination du président et du vice-président du Conseil de la concurrence" (n° 5083)

Orateurs: **Tony Van Parys, Charles Picqué**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 03 JULI 2001

14:03 uur

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 03 JUILLET 2001

14:03 heures

De vergadering wordt geopend om 14.17 uur door de heer Jos Ansoms, voorzitter.

La séance est ouverte à 14.17 heures par M. Jos Ansoms, président.

01 Vraag van de heer Richard Fournaux aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid over "de wet tot beteugeling van bepaalde vormen van bedrog met de kilometerstand van voertuigen" (nr. 4984)

01 Question de M. Richard Fournaux au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes sur "la loi réprimant les fraudes aux compteurs kilométriques" (n° 4984)

01.01 Richard Fournaux (PSC): De Kamer heeft aan de vooravond van de parlementsverkiezingen van 1999 een wet aangenomen waar ik samen met anderen het initiatief toe had genomen en die bedoeld was om bedrog met de kilometerstand te beteugelen. Bij gebrek aan een uitvoeringsbesluit is die wet niet van kracht geworden.

01.01 Richard Fournaux (PSC): A la veille des élections législatives de 1999, la Chambre a voté une loi, dont je fus l'auteur avec d'autres, visant à réprimer les fraudes aux compteurs kilométriques. Cette loi n'est pas entrée en vigueur, faute d'arrêté d'application.

De wet strekte er nochtans toe de markt van de tweedehandsvoertuigen te saneren, het vertrouwen tussen klanten en verkopers te herstellen en een betere controle op de autozwendel mogelijk te maken.

Or, son but était d'assainir le marché des véhicules d'occasion, de rétablir la confiance entre clients et vendeurs et de mieux contrôler le trafic de véhicules.

Ik heb via de pers vernomen dat uw kabinet en uw administratie met bepaalde gesprekspartners zouden onderhandelen over de instelling van een nationale gegevensbank of een identificatiecentrum voor alle voertuigen die in België of met een Belgische nummerplaat rijden.

Par voie de presse, j'ai appris que des débats avaient lieu entre votre cabinet, votre administration et certains interlocuteurs concernant la mise en place d'une banque de données nationale ou d'un centre d'identification de chacun des véhicules circulant ou étant immatriculé en Belgique.

Sommigen zouden het beheer van een dergelijk

Certains verraient dans ce centre une manne

centrum beschouwen als een hemels geschenk . céleste à gérer.
Zijn die inlichtingen correct?

Bent u voornemens dat centrum onmiddellijk op te richten?

Ces informations sont-elles exactes ? Pensez-vous créer ce centre immédiatement ?

Bovendien stelde de heer Wilkin mij -via een VZW- zijn identificatieprocédé van elk voertuig op Belgisch grondgebied voor. Zijn systeem bewijst dat de uitvoering van de wet eenvoudig is.

M. Wilkin, via une ASBL, m'a, en outre, présenté son procédé d'identification de chaque véhicule présent en Belgique. Son système prouve que la mise en application de la loi est simple.

Waarom organiseert men geen demonstratie van dat procédé ?

Ne pourrait-on envisager une démonstration de ce procédé ?

01.02 Minister **Charles Picqué** (*Frans*): Men kan zich slechts verheugen over de doorbraak die deze wet vertegenwoordigt. Artikel 4§2 van de wet doet echter interpretatieproblemen rijzen. Om rechtsonzekerheid te voorkomen moeten de noties "onderhoudsboekje" en "onderhoud" nader worden bepaald. In de praktijk zijn de grootste moeilijkheden het gevolg van het verlies van het boekje dat aan de eerste eigenaar van de wagen werd overhandigd. Vóór de wet van 12 maart 2000 werd daar maar weinig belang aan gehecht.

Er bestaat dus een schier onoplosbaar probleem voor alle voertuigen die op 16 mei 2000 in gebruik waren. Dit maakt de naleving van de terzake opgelegde en volgens artikel 7 van de wet bekrachtigde verplichtingen, onmogelijk. Gelet op het risico van rechtsonzekerheid, hebben Mevrouw Durant en ikzelf beslist om, na raadpleging van de verbruikersorganisaties en de beroepsverenigingen van de sector, een wetsontwerp in te dienen om bedrog met de kilometerstand te beteugelen.

Indien een onderhoudsboekje voorhanden is, dient het te worden overhandigd aan de koper.

01.02 **Charles Picqué**, ministre (*en français*): Il faut se féliciter de l'avancée que représente cette loi. Toutefois, l'article 4, §2 de la loi pose des problèmes d'interprétation. Pour éviter une insécurité juridique, il faudrait définir « carnet d'entretien » et « entretien ». Dans la pratique, les plus grandes difficultés résultent de la perte du carnet remis au premier propriétaire auquel on attachait peu d'importance avant la loi du 12 mars 2000.

Il se pose donc un problème quasi insoluble pour tous les véhicules en circulation au 16 mai 2000, rendant impossible le respect des obligations mises à leur charge et sanctionnées conformément à l'article 7 de la loi. Devant le risque d'incertitude juridique, Mme Durant et moi-même avons décidé de déposer un projet de loi sur les fraudes au compteur après consultation des consommateurs et des fédérations professionnelles du secteur.

Si le carnet d'entretien existe, il devra être transmis à l'acheteur.

Een voertuig met een onderhoudsboekje aan boord zal -indien het wel degelijk het oorspronkelijke boekje betreft en dit laatste na iedere onderhoudsbeurt correct werd ingevuld - op de markt veel meer waard zijn dan een voertuig waarvan het onderhoudsboekje of een vervangexemplaar ontbreekt.

Deze vaststelling van commerciële aard zal de automobilisten ertoe aanzetten hun boekje te bewaren en het te laten invullen. Het onderhoudsboekje zal geen deel uitmaken van de verplichte autopapieren omdat daaruit in de praktijk te veel moeilijkheden zouden voortvloeien waardoor de verplichtingen die thans in de wettekst zijn opgenomen in vele gevallen onuitvoerbaar dreigen te worden.

Het is de bedoeling de koper die twijfelt aan de kilometerstand van een voertuig meer bewijsmiddelen in handen te geven, en tevens het ontradend effect van de wet ten aanzien van

Un véhicule muni d'un carnet d'entretien, surtout s'il s'agit du carnet d'origine, et si ce carnet a été correctement rempli au fur et à mesure des entretiens, vaudra sur le marché beaucoup plus qu'un véhicule non muni d'un carnet ou d'un carnet de remplacement.

Cette constatation d'ordre commercial incitera les automobilistes à conserver leur carnet et à veiller à le faire compléter sans qu'il soit besoin d'en faire un document de bord obligatoire avec toutes les difficultés que cela suscite en pratique au point de rendre les obligations inscrites dans le texte actuel de la loi irréalisables dans beaucoup de cas.

Le but est d'élargir les moyens de preuve mis à la disposition d'un acheteur qui aurait des doutes quant au kilométrage d'un véhicule tout en augmentant l'effet dissuasif que la loi doit avoir vis-

potentiële fraudeurs te vergroten.

De wet bepaalt dat de Koning, onder de door hemzelf vastgestelde voorwaarden, de vereniging erkent die belast is met de registratie van de kilometerstand op de teller. Die voorwaarden zullen worden vastgelegd, waarna de erkenning kan worden aangevraagd.

Ik zal de tekst nog voor het reces aan de ministerraad voorleggen.

01.03 Richard Fournaux (PSC): Ik ben blij te horen dat er schot in de zaak komt.

Wat het probleem van de identificatie van de voertuigen betreft, ben ik zo vrij u erop te wijzen dat de bestanden van de DIV en die van de verzekeringsmaatschappijen inzake verzekeraarbaarheid naast elkaar gelegd worden. Dat moet ook mogelijk zijn voor de identificatie van de voertuigen.

Het systeem dat ik heb gezien maakt het mogelijk te beginnen met de identificatie van nieuwe voertuigen, maar ook alle reeds in het verkeer gebrachte voertuigen te identificeren.

Hoe bent u van plan het identificatiecentrum te financieren? Komt de overheid tussenbeide? Wordt een systeem met bijdragen uitgewerkt? Zal de belasting op de inverkeerstelling stijgen?

01.04 Minister Charles Picqué (Frans): De registratie van de kilometerstand ongeacht de levensduur van een voertuig en het achterhalen van zijn voorgeschiedenis aan de hand van de verschillende facturen zijn niet erg moeilijk te realiseren. Ik zal nagaan welke middelen voor de financiering van het identificatiecentrum kunnen ingezet worden. Ik sluit niet uit dat een beroep gedaan wordt op cofinanciering ter aanvulling van de overheidsbijdrage.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Trees Pieters tot de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid over "de horecasector" (nr. 5063)

02.01 Trees Pieters (CVP): Sinds dit jaar is de Europese regelgeving inzake afnameverplichtingen veranderd. Het verbod blijft wel degelijk van kracht, maar de uitzondering op het verbod wordt afhankelijk gemaakt van het marktaandeel van de leverancier. Bij een marktaandeel van minder dan

à-vis des fraudeurs potentiels.

Enfin, la loi précise que c'est le Roi qui agréé, aux conditions qu'il détermine, l'association chargée d'enregistrer le kilométrage figurant au compteur. Ces conditions vont être déterminées et l'agrément pourra être sollicité.

Quant aux délais, je soumettrai le texte au Conseil des ministres avant les vacances.

01.03 Richard Fournaux (PSC): Je suis content d'apprendre que les choses avancent.

Ceci dit, en ce qui concerne la difficulté d'identifier les véhicules, je me permets de vous rappeler qu'en ce qui concerne l'assurabilité, il existe un croisement des fichiers de la DIV et ceux des compagnies d'assurances. Un tel croisement pourrait donc être réalisé quant à l'identification des véhicules.

Par ailleurs, le système que j'ai eu l'occasion de découvrir permet non seulement de commencer l'identification des véhicules neufs, mais encore de réaliser celle de tous les véhicules en circulation.

Comment financerez-vous ce centre d'identification ? L'Etat s'en chargera-t-il ? Mettra-t-on en œuvre un système de cotisations ? Y aura-t-il une augmentation de la taxe de mise en circulation ?

01.04 Charles Picqué , ministre (en français) : L'enregistrement du kilométrage à tous les moments de la vie d'un véhicule et la reconstitution de son histoire par les différentes facturations ne sont pas très difficiles à mettre en œuvre. J'étudierai les moyens de financement du centre d'identification. Je n'écarterai pas la possibilité d'un cofinancement pour compléter l'intervention de l'Etat.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Trees Pieters au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes sur "le secteur horeca" (n° 5063)

02.01 Trees Pieters (CVP): La réglementation européenne en matière d'obligation d'acquisition a été modifiée cette année. Si l'interdiction demeure la règle, une exception y est toutefois autorisée en fonction de la part de marché du fournisseur. Lorsque cette dernière est inférieure à 10 pour cent,

tien procent geldt het verbod zelfs helemaal niet meer.

Er wordt nu gevreesd dat er allerlei afspraken zullen worden gemaakt met handelaars in automatische ontspanningstoestellen, zodat de cafés uiteindelijk in handen van het gokgeld zouden terechtkomen. Gevolg: er wordt voorgesteld de Belgische regelgeving strenger te maken dan de Europese. De federatie Ho-Re-Ca-Vlaanderen heeft hiertoe bij de Raad voor de Mededinging al een dossier ingediend.

Wat is momenteel de stand van zaken in dit dossier? Ik heb de indruk dat de ernst ervan niet door iedereen even correct wordt ingeschat.

02.02 Minister **Charles Picqué** (*Nederlands*): Groepsvrijstellingen van afnameverplichtigen worden geregeld door EG-verordening 2790/1999. Ondernemingen met een marktaandeel van minder dan dertig procent vallen onder dat regime. Voor nog kleinere marktaandelen bestaat reeds een ontwerp van de-minimis-bekendmaking. Daarbij zou de grens gelegd worden op vijftien procent. Onder die drempel zou de vrijstelling automatisch zijn, behalve wanneer sprake is van invloed op de interstatenhandel. Dan is immers niet de nationale mededingingsautoriteit, maar wel de Commissie bevoegd.

Er werd nog geen formeel dossier geopend bij de Raad voor de Mededinging. Gezien de bestaande onzekerheid, kunnen mijn diensten niet anders doen dan wachten met een eigen beleid ten aanzien van de brouwerijcontracten. In afwachting werden wel alle betrokkenen gecontacteerd.

02.03 **Trees Pieters** (CVP): Het dossier blijft dus liggen tot de Europese bekendmaking gepubliceerd is.

02.04 Minister **Charles Picqué** (*Nederlands*): Dat klopt.

02.05 **Trees Pieters** (CVP): Hoe lang zal deze bekendmaking nog op zich laten wachten en hoe zal deze commissie ervan op de hoogte worden gesteld?

02.06 Minister **Charles Picqué** (*Nederlands*): Ik veronderstel dat we de Europese publicatie in september zullen krijgen. Zij kan dan door die commissie worden besproken.

l'interdiction est même totalement levée.

Certains craignent à présent la conclusion d'accords avec des commerçants en appareils de jeu automatiques qui risqueraient de livrer les cafés aux mains du secteur des paris. Des voix s'élèvent dès lors en faveur de l'instauration, dans notre pays, d'une réglementation plus sévère que la réglementation européenne. La fédération HORECA-Vlaanderen a introduit un dossier en ce sens auprès du Conseil de la concurrence.

Quel est l'état d'avancement de ce dossier? J'ai le sentiment que la gravité de la situation n'est pas évaluée à sa juste mesure par tous.

02.02 **Charles Picqué**, ministre (*en néerlandais*): Les exemptions de groupe à l'interdiction d'obligation d'acquisition sont régies par le Règlement CEE 2790/1999. Les entreprises dont la part de marché est inférieure à 30 pour cent ressortissent à ce régime. Quant à celles qui représentent une part de marché moins importante encore, elles font l'objet d'un projet de publication de minimis, le seuil étant fixé à 15 pour cent. En deçà de ce plancher, l'exemption serait automatique, sauf en cas d'influence sur le commerce entre Etats. Dans ce cas, le dossier ne relève pas de l'instance nationale compétente en matière de concurrence mais de la Commission.

Officiellement, aucun dossier n'a encore été introduit auprès du Conseil de la concurrence. Compte tenu de l'insécurité actuelle, mes services n'ont d'autre issue que d'attendre avant de mettre en œuvre leur propre politique à l'égard du secteur brassicole. Dans l'intervalle, toutes les parties concernées ont été contactées.

02.03 **Trees Pieters** (CVP): Le dossier demeure donc en suspens jusqu'à la publication de la nouvelle réglementation par les instances européennes.

02.04 **Charles Picqué**, ministre (*en néerlandais*): C'est exact.

02.05 **Trees Pieters** (CVP): Combien de temps cette publication se fera-t-elle attendre? Comment notre commission en sera-t-elle informée?

02.06 **Charles Picqué**, ministre (*en néerlandais*): Je suppose que nous recevrons la publication européenne en septembre. Elle pourra ensuite être examinée par cette commission.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van de heer Tony Van Parys tot de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek belast met het Grootstedenbeleid over "de benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad voor Mededinging" (nr. 5083)

03 Question de M. Tony Van Parys au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique chargé de la Politique des grandes villes sur "la nomination du président et du vice-président du Conseil de la concurrence" (n° 5083)

03.01 **Tony Van Parys** (CVP): Het dossier van de benoeming van de voorzitter van de Raad voor Mededinging heeft al een lange lijdensweg doorlopen. Een commissie van magistraten en professoren droeg unaniem iemand voor. Dat advies werd echter niet alleen niet gevolgd, maar – naar verluidt – zelfs niet eens aan de Ministerraad voorgelegd. Klopt dit verhaal? Waarom werd het unanieme advies niet gevolgd? Op grond van welke criteria werd dan wel iemand anders benoemd? Naar verluidt zouden niet alle ministers enthousiast zijn over de in dit dossier gevolgde handelswijze. Is minister Picqué zich van deze kritiek bewust?

03.01 **Tony Van Parys** (CVP): Le dossier concernant la nomination du président du Conseil de la concurrence a suivi un véritable chemin de croix. Une commission de magistrats et de professeurs a unanimement défendu la candidature d'une personne. L'avis n'a cependant pas été suivi mais il me revient que cette candidature n'a même pas été présentée au Conseil des ministres. Ces informations sont-elles exactes ? Pourquoi l'avis unanime n'a-t-il pas été retenu ? Sur la base de quels critères a-t-on opté pour la nomination d'une autre personne ? Il me revient que tous les ministres ne se réjouissent pas de la procédure qui a été suivie dans ce dossier. Le ministre Picqué est-il conscient des critiques qui ont été formulées?

03.02 Minister **Charles Picqué** (*Nederlands*): Verleden donderdag heeft de Ministerraad volgende personen benoemd in de Raad voor de Mededinging: Béatrice Ponet als voorzitter, Patrick De Wolf als ondervoorzitter en Geert Zonnekeyn als voltijds lid. Tijdens die Ministerraad heeft niemand op mijn voorstel kritiek uitgebracht. Ik begrijp de opmerking van de heer Van Parys dan ook niet.

03.02 **Charles Picqué**, ministre (*en néerlandais*) : Jeudi passé, le Conseil des ministres a procédé à la nomination des personnes suivantes au Conseil de la concurrence : Mme Béatrice Ponet, présidente, M. Patrick De Wolf, vice-président et M. Geert Zonnekeyn, membre permanent. Lors du Conseil des ministres, personne n'a émis de critiques concernant ma proposition. Je ne comprends donc pas la remarque formulée par M. Van Parys.

De voorzitter en de ondervoorzitter werden benoemd volgens de criteria van de wet van 1991, die verplicht dat de kandidaten uit de rechterlijke macht moeten komen en dat ze over een attest van taalkennis van Nederlands en Frans moeten beschikken.

La présidente et le vice-président ont été nommés sur la base des critères inscrits dans la loi de 1991 qui prévoit que tous les candidats doivent être issus de la magistrature et doivent être en possession d'une attestation de connaissance du néerlandais et du français.

Het voltijds lid werd benoemd op grond van het wettelijke criterium dat bevoegdheid op het vlak van de mededinging oplegt.

Le membre à temps plein a été nommé sur la base du critère légal qui fixe la compétence en matière de concurrence.

Een groep deskundigen werd ermee belast de verschillende kandidaturen te evalueren. Deze groep heeft een advies gegeven waarin de intellectuele kwaliteiten en de beheerscapaciteiten van de kandidaten werden beoordeeld. De deskundigen kwamen tot een beslissing die de heren De Wolf en Zonnekeyn voordroeg, maar mevrouw Schuurmans, voormalig voorzitter van de Raad, voorrang gaf boven mevrouw Ponet.

Un groupe d'experts a été chargé d'évaluer les différentes candidatures. Ce groupe a rendu un avis au sujet des qualités intellectuelles et des capacités de gestion des candidats. Aux termes de leur décision, les experts présentent MM. De Wolf et Zonnekeyn, tout en accordant la préférence à Mme Schuurmans, ancienne présidente du Conseil, par rapport à Mme Ponet.

De Ministerraad heeft gekozen voor mevrouw Ponet

Le Conseil des ministres s'est prononcé en faveur

omdat zij al het voorzitterschap ad interim van de Raad op bekwame wijze had bekleed en dit op een uiterst moeilijk ogenblik.

Het advies van de deskundigen heeft het mogelijk gemaakt een ploeg aan te stellen waarvan de bevoegdheid hopelijk door allen wordt erkend.

03.03 Tony Van Parys (CVP): Werd het deskundigenadvies nu al dan niet aan de Ministerraad voorgelegd? Een groep deskundigen had een kandidaat weerhouden, die aan alle criteria beantwoordt, maar uiteindelijk toch niet werd benoemd. Naar verluidt zouden sommige collega's van minister Picqué over deze handelswijze niet al te enthousiast zijn. Wat is immers dan immers nog de inbreng van het deskundigenadvies?

03.04 Minister Charles Picqué (Nederlands): Ik was niet verplicht om deskundigen te raadplegen. Ik deed het wel, om mij te vergewissen van de competentie van de kandidaten.

Iedereen in de Ministerraad was het erover eens dat de benoeming een zogenaamd agendapunt-A werd. Dat betekent dat er geen bezwaren waren. Tot slot kan ik bevestigen dat het commissieverslag wel degelijk ter beschikking was van de leden van de Ministerraad.

03.05 Tony Van Parys (CVP): Natuurlijk was er geen bezwaar. Niemand was immers op de hoogte van het andersluidend unaniem advies van de deskundigencommissie.

03.06 Minister Charles Picqué (Nederlands): Het verslag van de deskundigen over de bekwaamheid van de kandidaten liet mij voldoende speelruimte om zelf de kandidaat te kiezen. Niemand heeft bovendien de leden van de Ministerraad belet om van het A-punt een B-punt te maken, maar dat is niet gebeurd. Ik zie dus niet in waarom men op de benoeming nu ineens kritiek zou gaan uitbrengen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.00 uur.

de Mme Ponet parce que celle-ci avait déjà assuré avec compétence la présidence intérimaire et ce, à un moment particulièrement difficile.

L'avis des experts a permis de désigner une équipe dont on peut espérer que les compétences seront reconnues par tous.

03.03 Tony Van Parys (CVP): L'avis des experts a-t-il ou non déjà été présenté au Conseil des ministres ? Un groupe d'experts avait opté pour un candidat qui satisfaisait à tous les critères mais qui, en définitive, n'a pas été nommé. Il me revient que certains collègues du ministre Picqué ne seraient pas satisfaits au sujet de la procédure qui a été suivie. Et, en effet, que subsiste-t-il de l'avis des experts ?

03.04 Charles Picqué, ministre (en néerlandais): Alors que je n'y étais pas contraint, j'ai consulté des experts en vue de m'assurer de la compétence des candidats.

De l'avis unanime des membres du Conseil des ministres, cette nomination constitue ce qu'il est convenu d'appeler un point A, c'est-à-dire un point ne faisant l'objet d'aucune objection. Enfin, je puis confirmer que les membres du Conseil étaient bel et bien en possession du rapport.

03.05 Tony Van Parys (CVP): L'absence d'objection n'a rien d'étonnant. Nul n'était, en effet, au courant de l'existence d'un avis unanime de la commission d'experts présentant un contenu différent.

03.06 Charles Picqué, ministre (en néerlandais): Le rapport des experts relatif à la compétence des candidats m'a laissé suffisamment de marge de manœuvre pour choisir moi-même un candidat. Par ailleurs, rien n'empêchait les membres du Conseil des ministres de transformer ce point A en point B. Compte tenu de cette dernière possibilité, je ne vois pas pourquoi ma proposition devrait faire à présent l'objet de critiques.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 15.00 heures.